

ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. UN MILITANT EST DÉTENU AU SECRET DEPUIS 17 JOURS

Ali Shaaban, un défenseur des droits humains saoudien, est détenu au secret depuis le 15 mai, ce qui laisse craindre qu'il risque d'être soumis à des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Cet homme est peut-être un prisonnier d'opinion.

Le 15 mai, vers 23 h 30, **Ali Ahmad Shaaban**, comptable et blogueur saoudien de 34 ans, a été arrêté alors qu'il achetait du lait pour sa fille dans une pharmacie d'Al Qatif, dans la province de l'Est, en Arabie saoudite. Dina, sa fille de 20 mois, était avec lui au moment de son arrestation. Ali Shaaban a été conduit à un poste de police dans le nord d'Al Qatif. On pense qu'il a depuis été transféré à la prison générale de Dammam, également située dans la province de l'Est. La nuit de son arrestation, il a été autorisé à passer un appel téléphonique à son frère. Au cours de ce bref appel, il lui a demandé de venir chercher sa fille à la prison. Ali Shaaban est depuis détenu au secret, sans possibilité d'entrer en contact avec un avocat ou sa famille.

Ali Shaaban est un blogueur et un militant écologiste qui critique ouvertement l'extrémisme religieux. Il est également un fervent sympathisant du développement durable en Arabie saoudite. Il a exprimé sur son blog son opposition à des projets de remplissage de la mer et, en octobre 2013, il avait fait une grève de la faim de 16 jours afin de protester contre la destruction des forêts de mangroves à Al Qatif. Il est également connu pour son soutien aux droits des femmes et à d'autres défenseurs des droits humains détenus, comme Waleed Abu al Khair.

On ignore pourquoi Ali Shaaban a été arrêté. Cependant, des militants ont dit à Amnesty International qu'ils pensaient que son arrestation pourrait être liée à ses récentes publications sur Facebook en soutien aux habitants d'Al Awwamiya (province de l'Est), qui sont pris dans les affrontements entre les forces gouvernementales et des hommes armés refusant de quitter la zone. Si c'est le cas, Amnesty International le considère comme un prisonnier d'opinion et demande sa libération immédiate et sans condition.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en arabe ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre inquiétude quant à l'idée qu'Ali Shaaban soit détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression et d'association, auquel cas il doit être libéré immédiatement et sans condition ;
- engagez les autorités à veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, il soit protégé contre la torture et les autres formes de mauvais traitements et à ce qu'il puisse rapidement et régulièrement communiquer avec sa famille et l'avocat de son choix ;
- demandez-leur de préciser quelles charges sont retenues contre lui et de faire en sorte que son droit à une procédure régulière soit garanti et que toute procédure judiciaire engagée contre lui soit conforme aux normes internationales d'équité des procès.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 13 JUILLET 2017 À :

Roi d'Arabie saoudite et Premier ministre
Salman bin Abdul Aziz Al Saud
The Custodian of the two Holy Mosques
Office of His Majesty the King
Royal Court, Riyadh
Arabie saoudite
Fax (par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur) :
+966 11 403 3125 (merci de vous montrer persévérant)
Twitter : @KingSalman
Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,
(Votre Majesté, dans le corps du texte)

Ministre de l'Intérieur
Mohammed bin Naif bin Abdul Aziz Al Saud
Ministre de l'Intérieur
Ministry of the Interior, P.O. Box 2933,
Airport Road, Riyadh 11134
Arabie saoudite
Fax : +966 11 403 3125
Twitter : @M_Naif_AISaud
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Ministre de la Justice
Walid bin Mohammed bin Saleh Al-Samaani
Ministry of Justice
University Street
PO Box 7775, Riyadh 11137
Arabie saoudite
Fax : +966 11 401 1741 / 402 031
Twitter : @MojKsa
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. UN MILITANT EST DÉTENU AU SECRET DEPUIS 17 JOURS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La répression systématique des auteurs, des journalistes et des défenseurs des droits humains s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne menée par le gouvernement pour réduire au silence ses détracteurs afin de les empêcher de révéler, directement ou indirectement, les violations des droits humains commises par les autorités. Parmi les personnes prises pour cible figurent les défenseurs des droits humains les plus influents du pays, y compris ceux qui luttent pour les droits des femmes, des proches de victimes de violations des droits humains, des chiites saoudiens dissidents qui dénoncent la discrimination dont ils font l'objet, et tous ceux qui communiquent avec des organisations internationales de défense des droits humains telles qu'Amnesty International.

Depuis 2012, les autorités saoudiennes répriment systématiquement toute forme de dissidence et de militantisme pacifique, en prenant pour cible militants et dissidents. Début 2014, la plupart des défenseurs des droits humains influents et indépendants d'Arabie saoudite étaient soit en prison, soit réduits au silence, ou avaient fui le pays. La majorité d'entre eux avaient déjà fait l'objet d'interdictions arbitraires de voyager, ainsi que d'actes d'intimidation et de harcèlement de la part des forces de sécurité - notamment des agents de la Direction générale des enquêtes, qui dépend du ministère de l'Intérieur - avant d'être jugés et condamnés à de lourdes peines. Beaucoup d'auteurs, de journalistes et de défenseurs des droits humains, notamment Alaa Brinji et Nazeer al Majed, ont été condamnés à l'issue de procès d'une iniquité flagrante devant le Tribunal pénal spécial, juridiction spécialisée dans la sécurité et la lutte contre le terrorisme et dont la compétence et les procédures ne sont pas définies.

Le 24 mars 2016, le Tribunal pénal spécial a condamné Alaa Brinji, un journaliste saoudien, à cinq ans de prison, suivis d'une interdiction de quitter le pays d'une durée de huit ans, après l'avoir déclaré coupable, entre autres, d'avoir « insulté les dirigeants du pays », « provoqué l'opinion publique », « ridiculisé des personnalités religieuses islamiques », « enfreint l'article 6 de la Loi contre la cybercriminalité » et « accusé des agents des forces de sécurité d'avoir tué des manifestants à Awamia ». Ces charges étaient liées à ses publications sur Twitter, certaines appelant à la liberté de religion et soutenant le mouvement « Women to drive », des défenseurs des droits humains et des prisonniers d'opinion. Voir le communiqué de presse d'Amnesty International du 25 mars 2016 : *Arabie saoudite. Encore une victime de la répression : un journaliste condamné à cinq ans de prison pour des tweets* : <https://www.amnesty.org/fr/press-releases/2016/03/saudi-arabia-journalist-sentenced-to-five-years-in-prison-for-tweets-latest-victim-of-ruthless-crackdown/>

Le 18 janvier, Nazeer al Majed, technicien, auteur et père de deux enfants, a été condamné par le Tribunal spécial à sept ans de prison suivis d'une interdiction de quitter le pays de la même durée pour avoir « rompu son allégeance au souverain » et, entre autres chefs d'accusation, pour avoir « participé à des manifestations et écrit des articles dans lesquels il s'opposait à la politique de l'État » et « communiqué avec les médias ». Nazeer al Majed avait déjà été arrêté le 17 avril 2011, quelques jours après avoir publié un article intitulé « Je proteste, donc je suis un [bon] être humain » (ana ahtajj izan ana adami). Dans cet article, il avançait qu'un dialogue ne pouvait avoir lieu qu'entre deux parties se trouvant sur un pied d'égalité et que le peuple ne pouvait faire jeu égal avec l'État qu'en descendant dans la rue, ce qui aurait pour conséquence l'instauration d'un véritable dialogue. Avant d'être arrêté, Nazeer al Majed avait publié des articles en arabe sur des thèmes philosophiques, sociaux et politiques dans la presse écrite et en ligne. Voir l'Action urgente d'Amnesty International du 10 février 2017 : *Arabie saoudite. Un prisonnier d'opinion détenu au secret* (<https://www.amnesty.org/fr/documents/mde23/5655/2017/fr/>)

Nom : Ali Ahmad Shaaban
Homme

AU 125/17, MDE 23/6393/2017, 1^{er} juin 2017